

drogue et que dès qu'on en donnait un peu à l'économie, cette dernière se sentait un besoin irrésistible d'en avoir davantage. Le gouvernement actuel a commis une erreur il y a environ deux ans, lorsqu'il a presque doublé la masse monétaire. Il a donné à l'économie une grande quantité de cette drogue et, depuis lors, elle en a demandé bien davantage. C'est ainsi que nous avons connu une inflation accentuée.

Le ministre des Finances a tenté d'appliquer les freins en juin dernier, et de nouveau en novembre, mais les deux fois avec six mois de retard. Comme ministre des Finances, il a misérablement échoué. Le ministre du Commerce sait parfaitement bien que, s'il avait été ministre des Finances, il aurait peut-être été plus en accord avec l'économie. Je suis persuadé de la chose, car il a eu l'expérience de l'économie et il connaît les hauts et les bas des entreprises économiques. Notre ministre des Finances actuel a vécu à l'écart de tout cela, la plupart du temps à titre de fonctionnaire. Il y a là une grande différence. Le ministre du Commerce aurait été beaucoup plus en accord, selon moi, avec la situation économique du Canada. Peut-être, comme il l'a laissé entendre dans une entrevue pour les journaux, aurait-il pu présenter un budget équilibré l'an dernier, et échapper aux difficultés qui ont surgi cette année. Nous sommes aujourd'hui témoins de pressions sur le dollar, et je suppose que l'emprunt de 400 millions de dollars est destiné à enrayer le retrait de capitaux par les sociétés américaines à filiales canadiennes.

Comme le député de Medicine-Hat (M. Olson) s'est rallié au gouvernement, il a dû en assimiler la doctrine, mais je constate qu'il n'a pas tenté de participer au débat. Il semble ne pas savoir si le gouvernement doit être comptable au peuple et au Parlement ou s'il doit régner en dictateur. Il ne sait pas s'il croit dans ces beaux principes qu'il préconisait du temps qu'il était assis à notre extrême gauche, ou s'il a abandonné ces principes en traversant la Chambre. Il doit se rendre compte que le gouvernement libéral n'a pas su tenir serrés les cordons de la bourse. Si quelqu'un en doute, je lui conseille de lire le rapport du Conseil économique et celui de l'auditeur général. Si ses doutes persistent, qu'il consulte notre balance des paiements et nos prix agricoles, qui sont les plus bas en dix ans. Pour la première fois depuis une

[M. Horner (Acadia).]

dizaine d'années, les producteurs de blé canadien ne sont pas protégés par un accord international sur le blé. Quelqu'un est sûrement en faute, et ce «quelqu'un», selon moi, c'est le ministre du Commerce, car c'est à lui qu'il incombait de veiller à ce que l'accord s'applique sans interruption.

A l'heure actuelle, les prix agricoles sont à la baisse et l'inflation est à la hausse. Les taux d'intérêt augmentent et l'argent devient plus serré. Pourquoi accorderions-nous notre confiance au gouvernement actuel? Un des plus éminents hommes d'affaires du pays, qui a fait une rentrée en politique, est au courant de la présente mauvaise gestion du gouvernement. Il est en dégoûté, j'en suis sûr, et veut démissionner afin de pouvoir retourner sur la scène des affaires. Le renversement du gouvernement actuel ne le rendrait certainement pas malheureux.

L'économie canadienne présentant aujourd'hui un visage très sombre, la seule solution, à mon avis, c'est de permettre au congrès de choisir un nouveau chef et de se présenter ensuite devant l'électorat. Les Canadiens pourront ainsi exprimer leurs vœux sur le gâchis financier où s'enlise actuellement l'économie canadienne.

Hier soir, à l'émission W-5, le premier ministre a dit qu'il était mécontent de lui-même, de son parti et de l'opposition pour avoir fabriqué cette crise. L'opposition n'a pas fabriqué la crise. Les collègues du premier ministre, appuyés par la sagesse du ministre du Commerce l'ont fabriquée. Le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Turner) l'a reconnu. Lorsqu'il en a entendu parler à Toronto, il a dit: «Je ne suis plus dans la course pour obtenir la direction du pays, ou le poste de premier ministre du pays, je suis candidat au poste de chef de l'opposition.» Comme ces mots sont vrais. Il s'est rendu compte qu'il n'aurait plus l'occasion de postuler le poste de chef du parti et de premier ministre.

L'hon. M. Turner: Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre.

M. Horner (Acadia): Mon temps de parole est-il expiré?

L'hon. M. Turner: Je pose la question de privilège.

Une voix: Vous n'avez pas la parole.

L'hon. M. Turner: Monsieur l'Orateur, je voudrais relever la citation du député...